

LA SUISSE ET L'UNION EUROPÉENNE: CONSIDÉRATIONS ÉCONOMIQUES

Marius Brülhart
HEC Lausanne

Lausanne, 31 octobre 2006

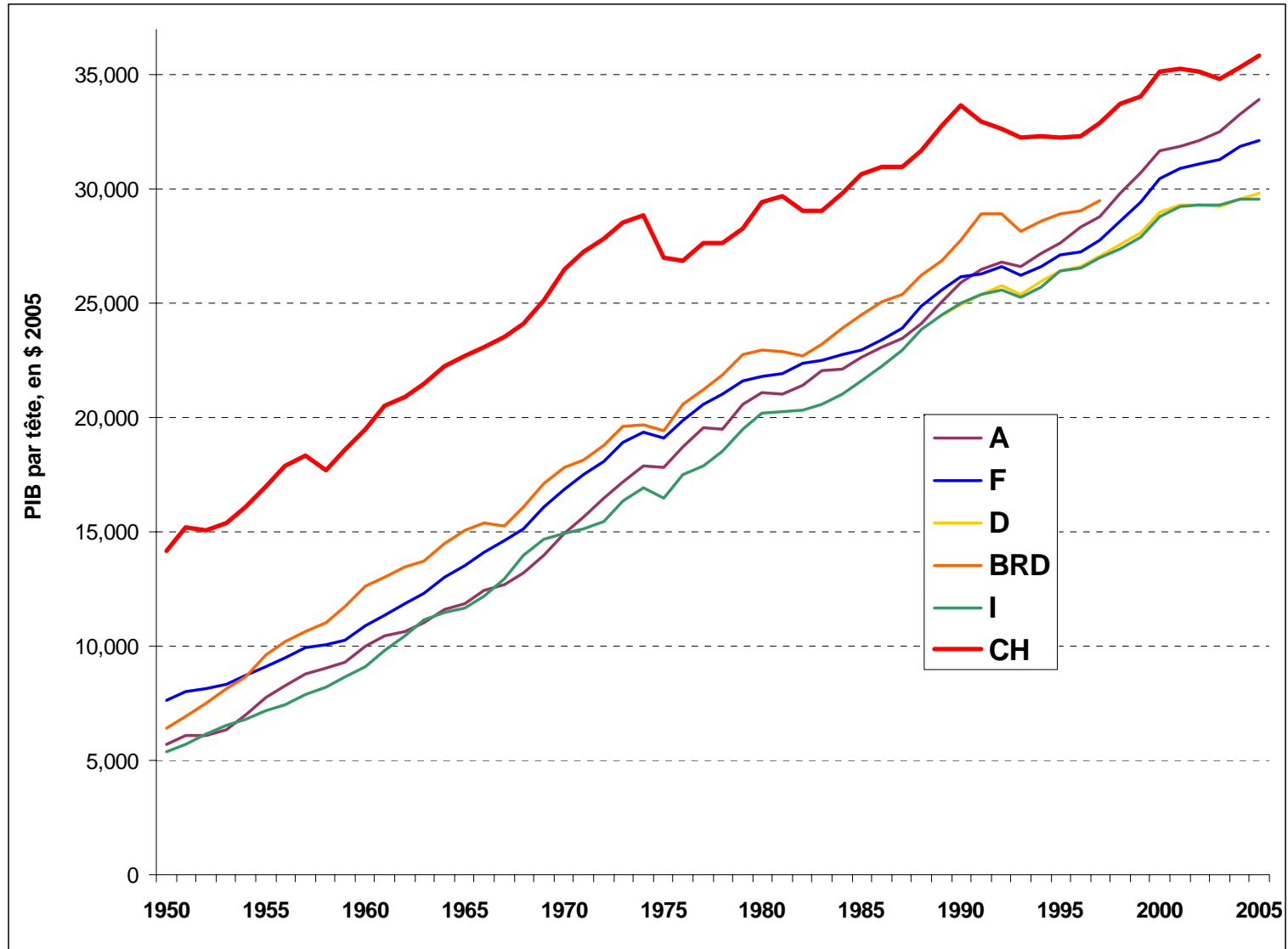
« Europe - les perspectives économiques de la Suisse »
Rencontres Suisses / Treffpunkt Schweiz

UNE UNION À L'IMAGE DE LA SUISSE

« There is a remedy which, if it were generally and spontaneously adopted by the great majority of people in many lands, would (...) in a few years make all Europe, or the greater part of it, as free and as happy as Switzerland is to-day. (...) We must build a kind of United States of Europe. »

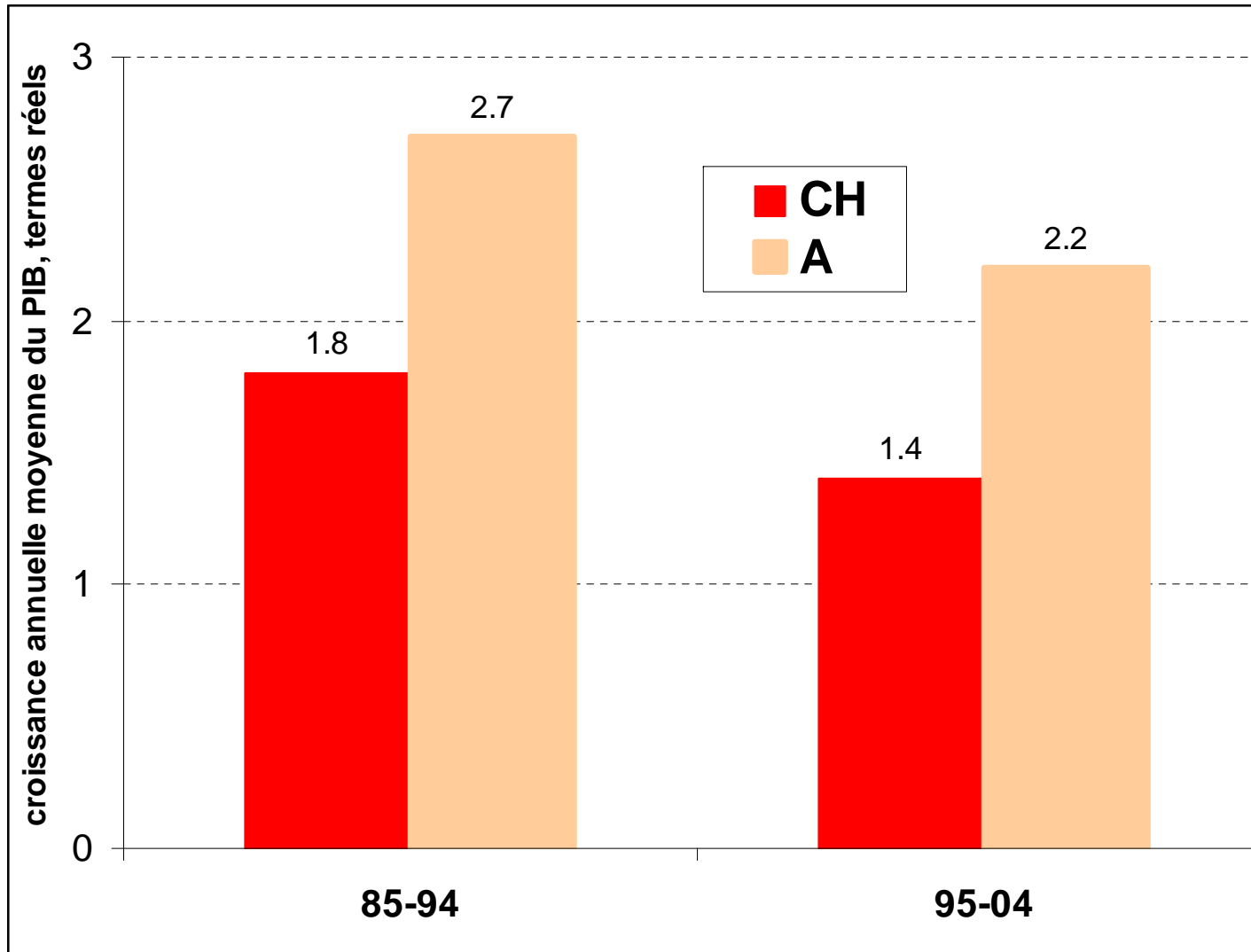
Winston Churchill, Zurich, 19 septembre 1946

SUISSE TOUJOURS EN TÊTE



Données : Groningen Growth and Development Centre

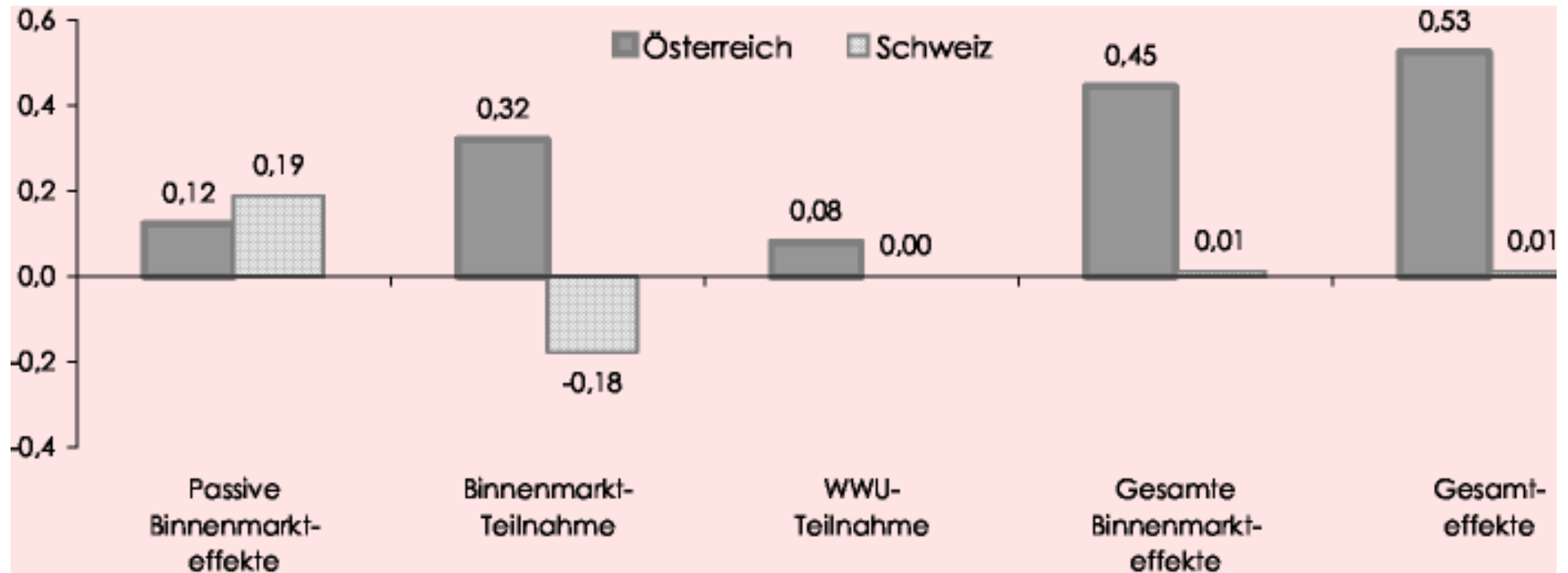
IMPACT DE LA NON-ADHÉSION?



Données: OCDE

IMPACT DE LA NON-ADHÉSION?

Effets estimés de l'intégration européenne en Autriche et en Suisse (PIB réel, croissance moyenne 1994-2005 en %)



Source: WIFO, Vienne

IMPACT DU NON À L'EEE?

Antille *et al.* (1993) :

EEE augmente le PIB par habitant de 0.6% à long terme

LE « GRAND BARGAIN » DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE

Ouverture des marchés

Élimination d'obstacles douaniers

Marché unique

Monnaie unique

- analyse économique : « win-win » pour tous les pays
- perception politique : gains plus significatifs pour les pays grands/riches/centraux

Transferts « compensatoires »

Politique agricole

Politique régionale

SITUATION SUISSE: ACCÈS PARTIEL AUX MARCHÉS SANS TRANSFERTS COMPENSATOIRES

- Elimination d'obstacles douaniers - **PARTIELLEMENT**
- Marché unique - **PARTIELLEMENT**
- Monnaie unique – **NON**

- Politique agricole - **NON**
- Politique régionale – **PARTIELLEMENT ?**

ELIMINATION D'OBSTACLES DOUANIERS

- + Accord de libre-échange de biens manufacturés (1973)
 - + Accord sur l'échange de produits agricoles (2002)
 - + Accord sur l'échange de produits agricoles transformés (2005)
 - + Accords de libre-échange avec pays tiers
-
- Libre-échange généralisé dans le domaine agricole
 - Tarif extérieur commun
-
- **plupart des gains potentiels ont été réalisés**
(WIFO : union douanière EU-CH \Rightarrow PIB +0.2%)

MARCHÉ UNIQUE

- + Accords bilatéraux I (circulation des personnes, obstacles techniques au commerce, marchés publics, transport aérien, transport terrestre)
- + Accords bilatéraux II (Schengen, fiscalité de l'épargne)

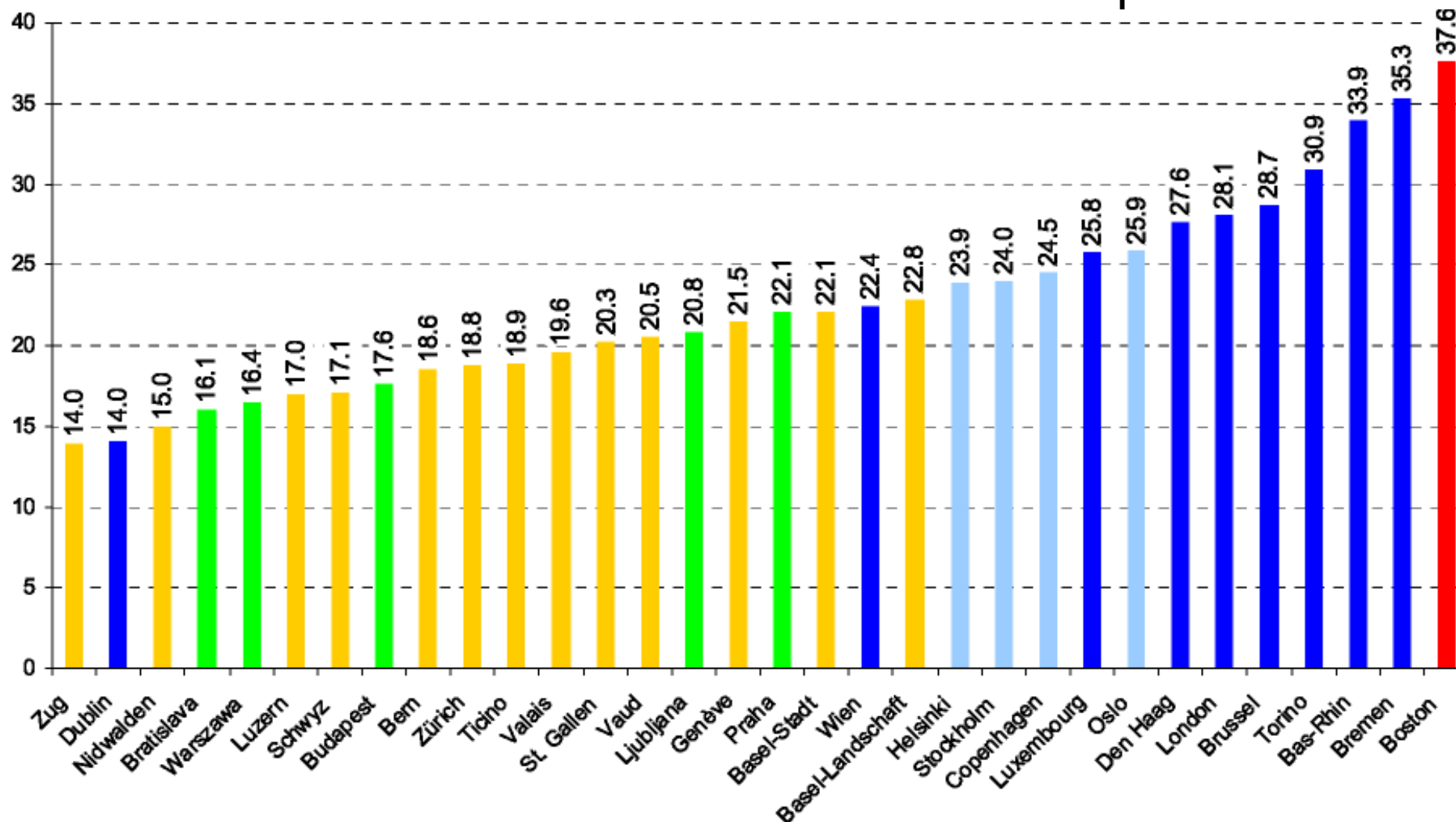
- Libre circulation des services
- Politique de la concurrence
- Reconnaissance mutuelle des normes (« Cassis de Dijon »)
- Fiscalité indirecte

MARCHÉ UNIQUE

- domaine où beaucoup reste à gagner (libéralisation des services, Cassis de Dijon réciproque)
- perfectionnisme Suisse exagéré (v. Swissmedic)
- aspects potentiellement critiques : secret bancaire, TVA, fiscalité cantonale

UNE FISCALITÉ TRÈS AVANTAGEUSE

Indice de taxation effective des entreprises



Source : BAK Basel Economics

MONNAIE UNIQUE

Taux d'intérêt CHF < Taux d'intérêt EUR

-

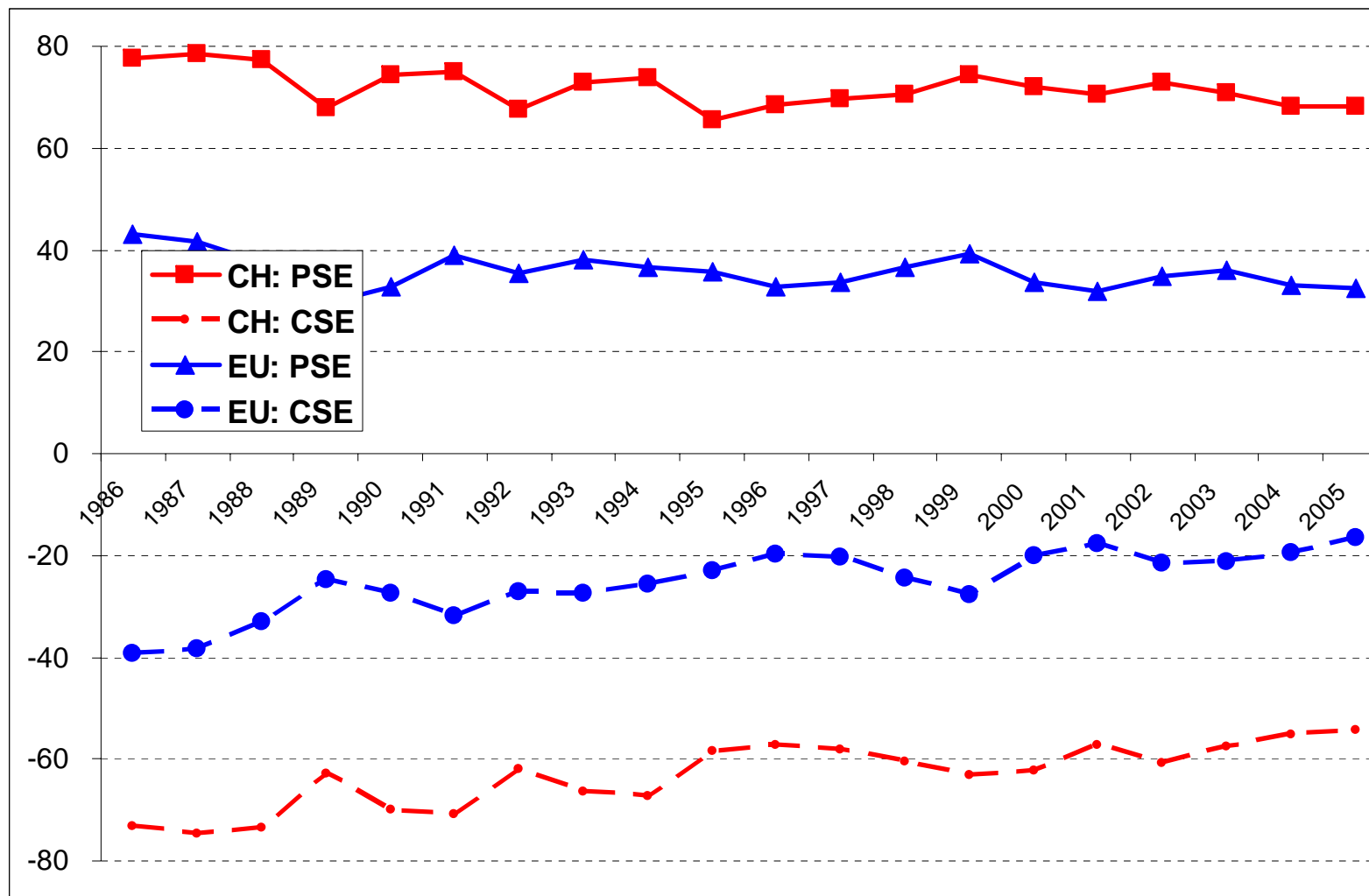
Coûts de transaction par le maintien du CHF

⇒

Avantages du maintien du CHF prévalent

POLITIQUE AGRICOLE

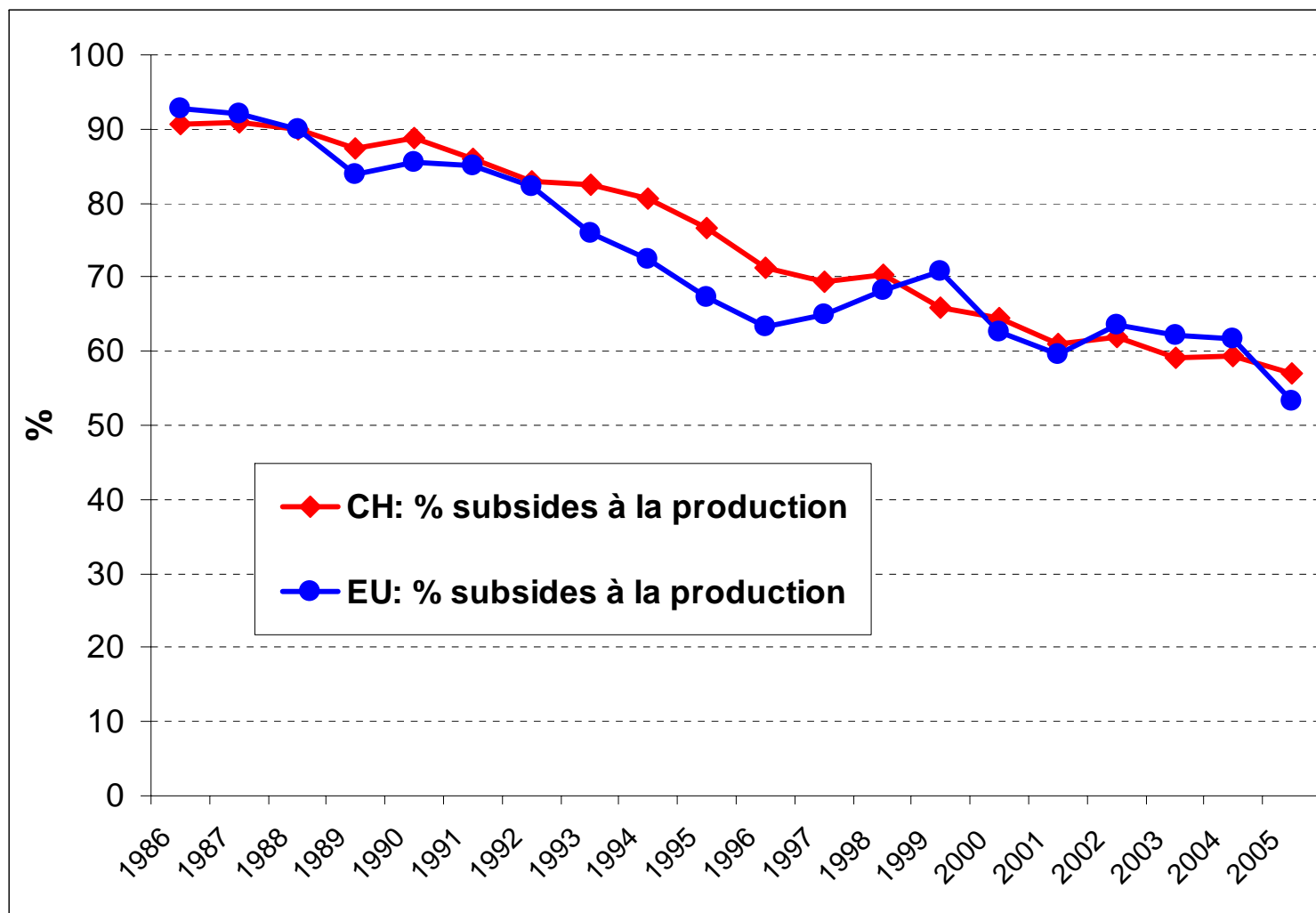
Soutien aux producteurs ; soutien par les consommateurs :



Données: OCDE

POLITIQUE AGRICOLE

Pourcentage des subventions liées au volume de production :



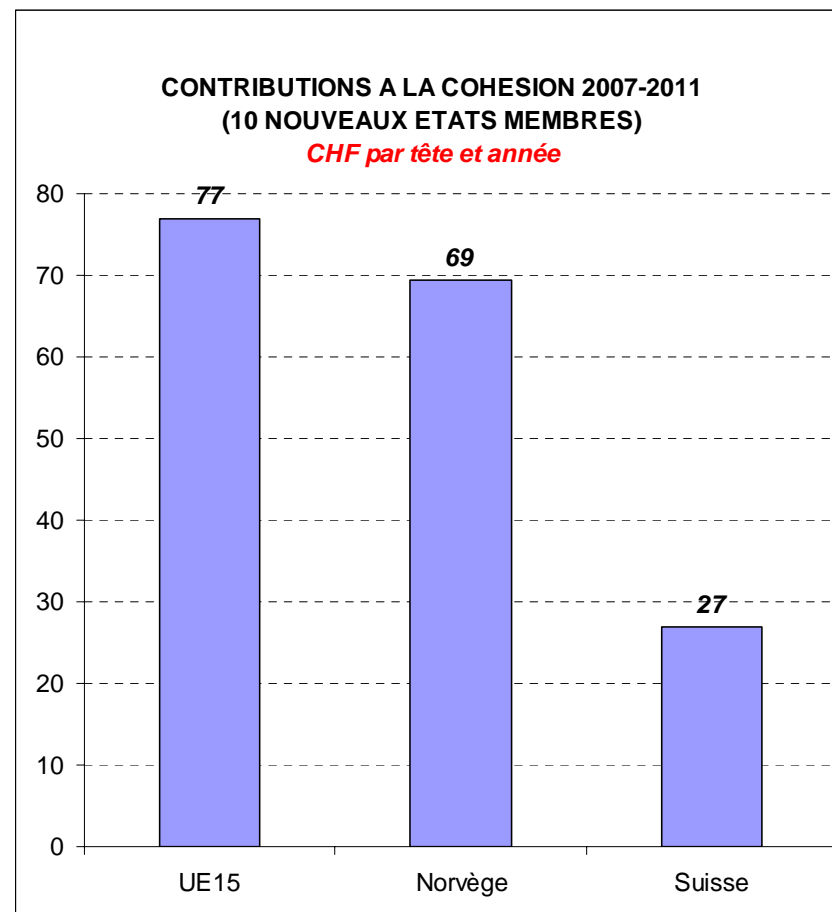
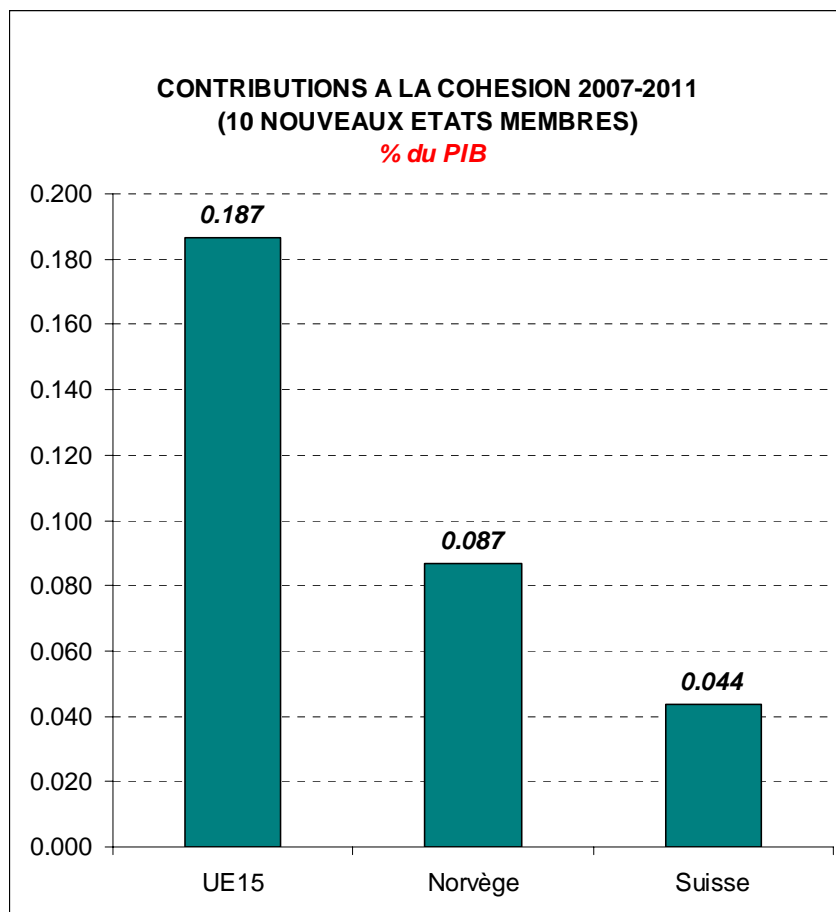
Données: OCDE

POLITIQUE RÉGIONALE

Non-participation de la Suisse

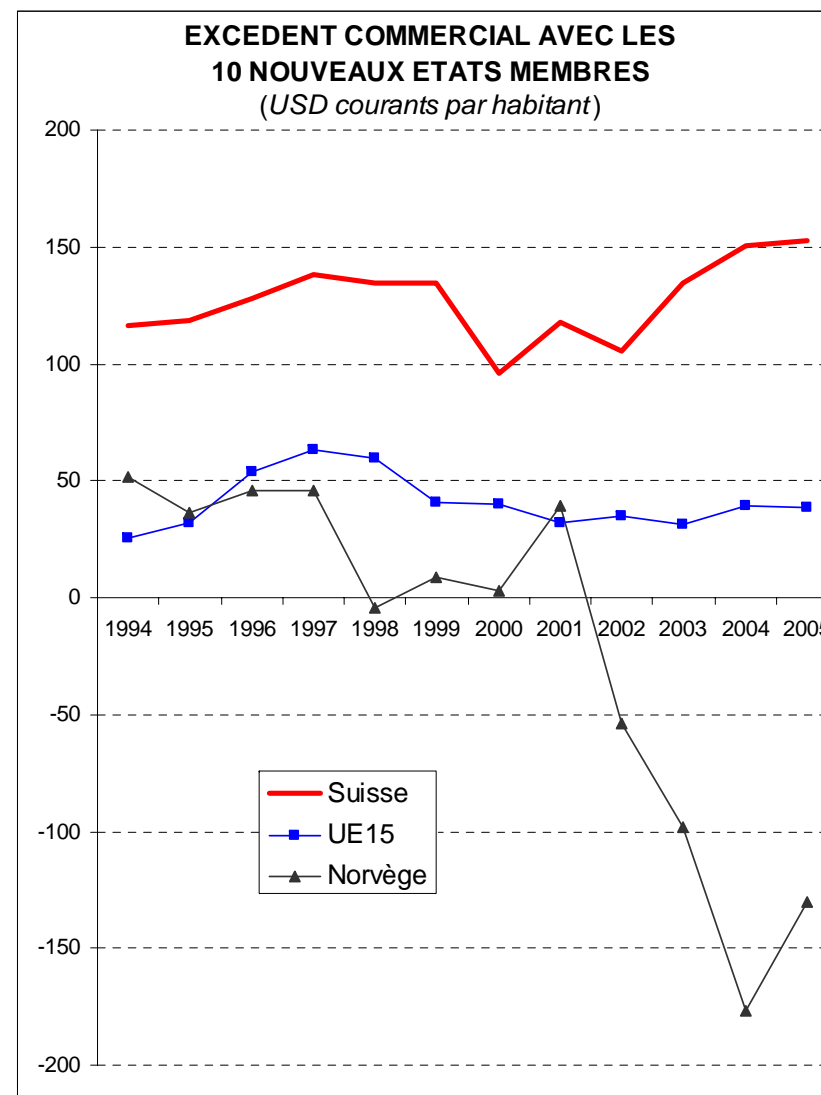
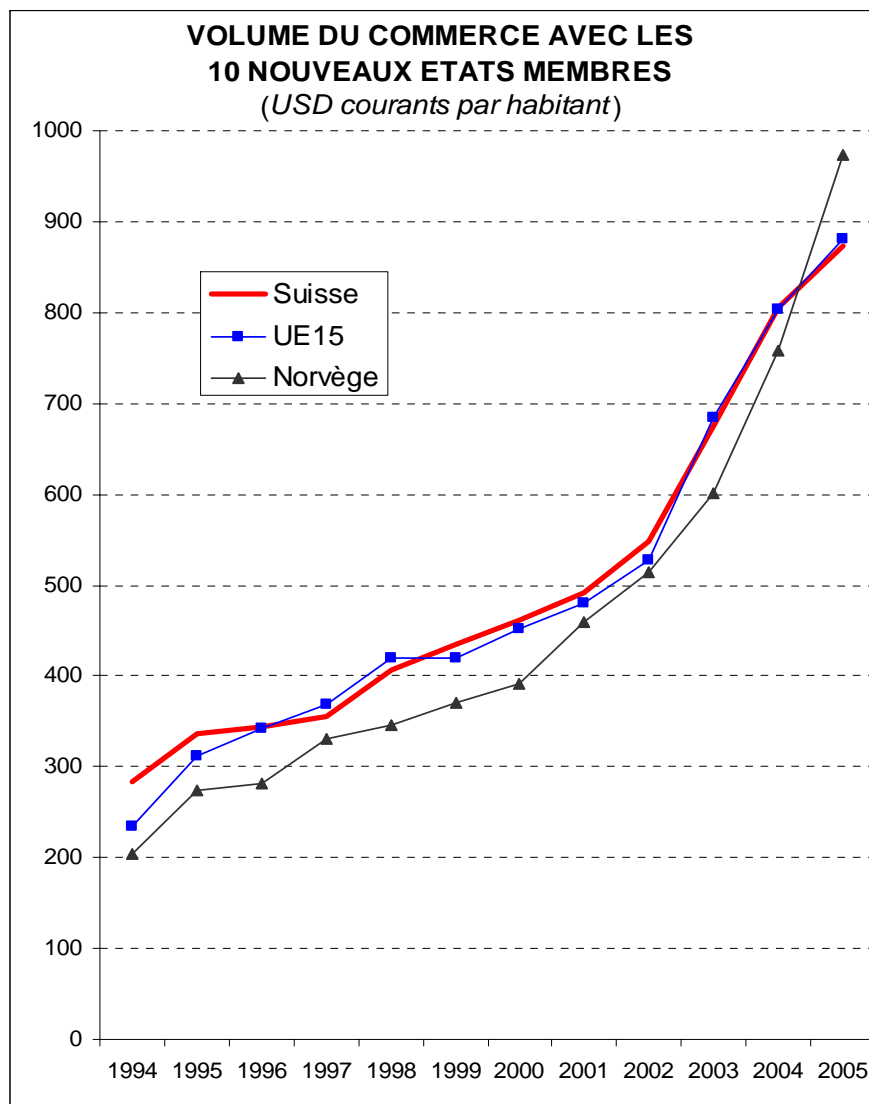
« Milliard de la cohésion » : contribution comparativement très modeste

POLITIQUE RÉGIONALE



Données: Eurostat, Statistics Norway

POLITIQUE RÉGIONALE



Données: Nations Unies (Comtrade)

TRANSFERTS TOTAUX EN CAS D'ADHÉSION

Rapport Europe 2006 du Conseil Fédéral :

- o Contribution nette estimée à CHF 3.34 mia., soit CHF 446 par habitant
- o Contribution la plus élevée de l'UE : 0.66% du RNB (NL : 0.64%, S : 0.44%, D : 0.38%, A : 18%)
- o Négociations pourraient éventuellement alléger quelque peu la facture

CONCLUSIONS

- Suisse a historiquement obtenu accès au marché de l'UE sans obligation de transferts compensatoires ⇒ excellente affaire
- Intérêt de la Suisse à pousser plus loin l'intégration des marchés (reconnaissance mutuelle de normes, libre circulation de services, commerce agricole,...)
- « Milliard de cohésion » représente une modeste contribution
- Adhésion ne s'impose pas, mais l'UE continuera-t-elle à nous accorder des conditions aussi privilégiées ?